

Argentine : séquestration de femmes en esclavage sexuel

09-05-2007

Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations, 400 femmes ont disparues en 2006. On suppose que beaucoup sont soumises à esclavage sexuel. Pourquoi ce nombre n'effraie-t-il pas ?

De supposées traditions qui ne se discutent pas -comme appeler la prostitution "le plus vieux métier du monde"-, des flux d'argent qui sont tolérés comme un moindre mal -des lieux de passe sort une partie des revenus de la police-, plus la complicité de politiques dans les réseaux de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle font qu'un nombre aussi important que celui des femmes disparues lors de la dernière année soit invisible."Apparition en vie des femmes séquestrées et disparues par les réseaux de prostitution", ont réclamé, hier sur la place du Congrès, le Réseau Non à la Traite, la Coalition contre la Traite de Femmes et d'Enfants et l'ONG Femme Travaillant, entre d'autres organisations. Le mot disparues et la consigne d'apparition en vie portent en eux tant de douleur et tant de poids que la nécessité d'utiliser ces consignes démontrent la nécessité d'avoir recours à des mots clairs pour qu'il soit compris que, dans l'Argentine du XXI siècle, il y a de l'esclavage sexuel de femmes qui sont séquestrées (sans document d'identité, sans argent, ni moyen de communication), torturées (physiquement, émotionnellement et mentalement) et obligées (sans liberté, choix, autonomie ni échappatoire), à avoir des relations sexuelles avec des clients de maisons closes desquelles elles ne peuvent pas partir, téléphoner, demander d'aide et qui comptent -en général- sur une impunité (judiciaire, policière ou politique) pour fonctionner. Cependant les dénonciations de disparitions n'ont pas encore généré de séismes institutionnels ni de commotion dans l'opinion publique (ce qui, dans la majorité des cas, provoque des séismes institutionnels) comme lors du meurtre de Maria Soledad Morales, à Catamarca, ou le crime de Leyla Nazar et Patricia Villalba, à Santiago del Estero. "Il est difficile d'admettre qu'il y a des séquestrations de femmes de manière permanente en période électorale et avec des autorités provinciales qui, sûrement, seraient impliquées", fait remarquer une femme qui enquête les faits de traite et qui préfère conserver son identité. L'historienne Fernanda Gil Lozano est catégorique : "Il y a un État qui est terroriste sexuel, bien qu'il n'intervienne pas directement, en raison du silence qu'il impose. L'argent que manie le réseau de traite ferme toutes les bouches de l'appareil politique", signale-t-elle. Une bouche que la Justice n'ouvre pas. Par complicité ou par peur. Mirta Guarino est actuellement juge de mineurs de Moreno. Mais, quand elle officiait de magistrat à Tres Arroyos, elle a désarticulé un réseau de prostitution infantile qui lui a coûté un accident d'automobile. Elle explique : "si ces espaces où on oblige les jeunes à se prostituer existent, c'est parce que quelqu'un gagne de l'argent, paie des faveurs, et achète des silences... Ce drame dévoile des trames sinistres qui génèrent beaucoup de peur parce que la manière d'agir de ces groupes est à travers de la terreur. De plus beaucoup de fonctionnaires (non seulement policiers, mais aussi judiciaires) sont des usagers du système de prostitution". Il y a quelque chose au-delà de la corruption qui parle de la société argentine qui ne parle pas des séquestrations de femmes. Et c'est le mot prostitution. La journaliste Marta Vasallo évoque les préjugés qui rangent la traite dans le mythe du plus vieux métier du monde : "l'opinion publique la plus étendue est qu'il y a toujours eu de la prostitution, cela ne va pas cesser d'exister. Et, pour cela, les filles sont toujours soupçonnées de connivence avec leurs exploiters", souligne-t-elle.(...)En 2007, avec la révélation au grand jour de la séquestration de femmes, les maisons closes ne sont plus seulement les lieux où l'exclusion pousse beaucoup de femmes au travail sexuel (une situation débattue, jamais gratuite, ni pleinement autonome, mais non assimilable à la traite où l'esclavage sexuel n'est pas une option revertible mais une séquestration). Les maisons closes sont aujourd'hui de vrais camps clandestins de concentration tolérés par la coutume et l'indifférence. L'écrivain Myrtha Schalom, auteure de La Polaca (l'histoire de Raquel Liberman, qui a dénoncé, en 1930, à Zwi Migdal, une fameuse organisation de traite de femmes), croit que l'esclavage sexuel n'est pas nouveau, mais qu'il ne peut jamais être légitimé. Elle défie : "Tant qu'il n'y aura pas de forte et sincère volonté politique de dénoncer la trilogie qui soutient le negocio de crapules, de policiers et de municipalités, plus de cas de victimes seront passées sous silence".

Pour la seule année 2006, il y a eu en Argentine 476 disparitions de femmes. Quelques cas:

Marita Verón

Enlevée le 03 avril 2002.

"Je demande justice pour la séquestration et la disparition de ma fille Marita et de toutes les femmes disparues en démocratie", répète Susana Trimarco comme une supplication lors des mobilisations dont elle prend la tête les 3 de chaque mois. C'est le numéro qui cristallise le sinistre anniversaire du 3 avril 2002, quand une bande mafieuse à Tucumán a enlevé Maria de los Angeles Verón, "Marita", pour la vendre pour 2 500 pesos (700 euros) à une maison close de La Rioja. Depuis lors, Susana a parcouru le pays, a traversé des frontières, a libéré environ cent femmes réduites en esclavage pour exercer la prostitution et a reçu quelques récompenses qui ne remplissent pas l'âme mais qui lui ouvrent de précieuses portes précieuses qui puissent aider à retrouver sa fille. En définitive, ce que Susana Trimarco a obtenu jusqu'à aujourd'hui est un ardu travail de conscientisation pour que les disparitions d'adolescents et de jeunes cessent de figurer dans les registres policiers comme "fugue", quand en réalité il s'agit de séquestrations organisées par des circuits de traite. "C'est un grave problème -reflexione Susana-, parce que les trafiquants de personnes ont beaucoup d'argent et de pouvoir; ils sont capables d'acheter des juges et des policiers. Tous les jours les mafias séquestrent une femme en Argentine; de fait, Marita serait revenue à la maison il y a quatre ans, mais le ministère public de Tucuman a reçu beaucoup d'argent des trafiquants pour dévier toutes les pistes que nous avons et finalement nous l'avons de nouveau perdue."

Fernanda Aguirre

Enlevée le 25 juillet 2004.

Florencia Pennacchi

Enlevée le 17 mars 2005.

Otoño Uriarte

Enlevée le 23 octobre 2006.

Luciana Peker et Roxana Sandá, Las/12 (Pagina/12), 08 mai 2007. Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>